



## **Stop Child Labour: la position d'Italianats**

Le travail des enfants est dû à plusieurs causes: la pauvreté, les modèles économiques et politiques qui concentrent la richesse entre les mains de peu de personnes, l'absence de politiques sociales, et les situations d'urgence et de guerre.

Pour citer un exemple en dehors du contexte asiatique (qui est souvent cité comme exemple du travail des enfants), nous devons rappeler qu'avant la crise du 2001, les rues de Buenos Aires n'étaient pas envahies par de centaines d'enfants et d'adolescents qui – au moins jusqu'à l'année dernière – vivaient de la petite délinquance et de ce qu'ils trouvaient dans les poubelles. Dans un Pays qui est 8 fois plus grand que l'Italie, et qui produit des produits alimentaires pour plus de 300 millions de personnes, sans pouvoir subvenir aux besoins alimentaires des 38 millions d'argentins, il n'est pas surprenant que depuis plusieurs années il y ait une manifestation de milliers de kilomètres organisée par des centaines d'organisations sociales, avec le slogan "La faim est un crime". (voir [www.pelotadetrapo.ar](http://www.pelotadetrapo.ar)).

Dans les actions internationales, il y a souvent le risque de répéter la grande contradiction de ceux qui ont la volonté de créer un monde plus juste pour les enfants et les adolescents, et qui terminent par promouvoir des solutions qui sont essentiellement impraticables ou inadéquates pour combattre efficacement les conditions d'injustice, de souffrance et de privation qu'ils vivent.

Les multiples campagnes mondiales qui ont été réalisées l'une après l'autre jusqu'à nos jours, n'ont pas réussi à avoir un impact efficace sur les actions des Gouvernements qui maintiennent leurs politiques sociales à des niveaux inadéquats ou même qui voudraient les réduire. Dans ce scénario là, il paraît que même la [Campagne Stop Child Labour](#) essaie de se détacher du contexte d'exploitation féroce imposé par le système néolibéral, en se concentrant sur le monde des affaires. Ce qu'elle demande aux entreprises est d'assumer la responsabilité de suivre l'application des politiques pour l'enfance, ou bien dans certains cas, d'intervenir activement dans leur mise en œuvre.

Cette action, en revanche, ne prend pas en considération -comme les chiffres disponibles nous le montrent- que la presque totalité du travail des enfants est réalisé loin des grandes entreprises, dans des contextes de travail informel.

C'est ce qu'on déduit des 15 points de recommandation que la campagne met à l'attention des entreprises.

En diabolisant le travail des enfants et adolescents, sans faire de distinction avec le travail digne (celui qui est lié à la famille, à la Communauté, avec des horaires et des fonctions réduits, et du temps qui permet les études et la récréation) la campagne risque de contribuer à l'échec de possibles politiques alternatives sur le travail des enfants. Donc, même avec ses bonnes intentions, elle continuerait à frapper durement et sans cesse des millions d'enfants dans le monde.

Les slogans comme "Les enfants ne doivent pas travailler" répondent plus à un idéal d'enfance qu'on voudrait imposer universellement, qu'aux exigences concrètes de survivance et d'émancipation de ces enfants. Ils ne prennent pas suffisamment en compte les articulations culturelles et les différents contextes.

Il semble que l'échec continu des expériences de retrait forcé de milliers de garçons et filles des situations d'exploitation ne nous a pas servi de leçon. Résultat, des milliers d'enfants, au lieu d'entrer dans l'école, ont été trop souvent poussés dans des travaux encore plus indécentes (voir déclarations des ONG indiennes à la disposition de la loi de retrait des enfants travailleurs des restaurants et des kiosques du 10-11-12- octobre, 2006). On se demande, donc, pourquoi les expériences positives existantes de création d'alternatives de travail dans des conditions dignes, ne sont toujours pas prises en considération.

Toutefois, le facteur le plus alarmant est l'absence évidente des enfants et adolescents travailleurs dans cette campagne. C'est justement eux qui devraient être les premiers impliqués dans le processus de changement qui les touchent; ils/elles devraient être les vrais protagonistes, et c'est avec eux qu'on devrait définir les plans de sortie des endroits d'exploitation. C'est avec eux qu'on devrait discuter sur le droit à l'éducation, à la formation et à un futur, *parce qu'ils ne sont pas le problème mais une partie de la solution*, comme l'ont manifesté les Mouvements d'enfants et adolescents travailleurs d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie.

Les enfants et adolescents travailleurs ne sont pas là: ils sont l'**objet** de la Campagne mais ils ne sont pas là comme des **sujets**. C'est encore un autre aspect important qui contredit manifestement tout ce que beaucoup, même à l'ONU, cherche inlassablement à promouvoir : la participation des enfants dans les décisions qui les touchent.

Ceci nous mène à penser qu'il n'y a pas une vraie intention de prendre sérieusement en considération le protagonisme des enfants et des adolescents, ou même que cela fait peur ; mais pourquoi?

Serait-il parce que cela s'adresserait à un public plus réduit? Ou bien parce que ça risquerait de casser des préjugés, des stéréotypes courants, en nous obligeant à assumer de nouveaux paradigmes pédagogiques, sociologiques, économiques, et concernant le travail.

Dans les contextes dans lesquelles les enfants et leurs familles n'ont pas d'alternatives, à part celles auxquelles on est obligé de témoigner: la prostitution, la délinquance, la fuite vers les mégapoles et d'autres stratégies néfastes de survivance, le moment est arrivé d'avoir le courage de dire que **la meilleure alternative** réellement praticable **au travail des enfants qui est exploité c'est un travail des enfants qui n'est pas exploité**; un travail digne d'un nombre réduit d'heures journalières, qui les permettrait d'assister à l'école et d'avoir une vie sociale; ceci serait un premier pas important vers la solution du problème de l'exploitation des enfants. Il faut aussi avoir le courage de reconnaître que là où l'école publique n'est pas présente, ou elle n'est pas accessible aux enfants travailleurs, l'éducation informelle peut jouer un rôle utile dans l'apprentissage, dans l'intégration et dans la prise de conscience des jeunes de la nécessité d'avoir une école pour tous et de tous.

Au lieu de criminaliser le travail des enfants, il faudrait faire des campagnes pour promouvoir l'achat de produits faits par les enfants dans des conditions dignes. Au lieu d'être caritatif, ça permettrait aux enfants de gagner leur vie et de pouvoir couvrir leurs frais d'études et d'aider leurs familles.

Une telle politique encouragerait et créerait une alternative possible pour tous les autres jeunes qui travaillent dans des conditions d'exploitation, pour qu'ils puissent abandonner ceux qui les exploitent pour commencer à se construire un futur.

C'est une économie responsable et solidaire qui n'exclut pas, mais qui intègre, qui ne marginalise pas, mais qui unit, qui n'humilie pas, mais qui émancipe: ce n'est pas une utopie. Beaucoup d'expériences témoignent que cette initiative est en train de se répandre, il faut y croire et lutter pour qu'elle se réalise.

Aldo Prestipino, Italianats

31 ottobre 2007